

DU MUNICIPALISME LIBERTAIRE AU COMMUNALISME

Pour la commune, hourra!

En mobilisant les maires des petites villes et des communes rurales, « premiers de corvée » et « oubliés de la République », Macron mise sur l'échelle municipale pour relayer sa tentative d'enfumage. Simple courroie de transmission de l'exécutif jusqu'ici, l'échelle communale ne pourrait-elle pas être retournée comme une crêpe et transformée en espace d'émancipation politique et sociale ? Ainsi, à Commercy ou dans les assemblées des « maisons du peuple », la dimension constructive des Gilets jaunes ne propose-t-elle pas finalement « une autre commune en marche », loin de la fanfaronnade présidentielle ?

F AUT CROIRE que c'est plus fort

que lui : « C'est moi qui donne le micro, parce que c'est pas une communauté autogérée ! », plaisante Emmanuel Macron sur un ton de colon paternaliste en retirant le micro des mains d'un élu d'outre-mer lors d'une séance du « grand débat » le 1^{er} février. À rebrousse-poil de cette mise en scène, 75 délégations venues de l'ensemble du territoire s'étaient réunies dans la Meuse, à l'appel de l'assemblée des Gilets jaunes de Commercy les 26 et 27 janvier : « Ensemble, créons l'Assemblée des assemblées, la Commune des communes. C'est le sens de l'Histoire, c'est notre proposition. »

REJET DE LA POLITICAILLERIE

Force est de constater que les mouvements sociaux actuels, urbains comme « périphériques », semblent exprimer un même rejet des modes de « gouvernance » libéraux-autoritaires qui limitent la politique à une représentativité sans contrôle du « citoyen », « ne lui laissant que le loisir d'élire des candidats de plus en plus identiques et, éventuellement, de participer à des consultations très médiatisées dont les résultats ne seront jamais pris en compte »¹.

Un an avant la colère des Gilets jaunes, en novembre 2017, une étude publiée dans *Le Monde* indiquait que plus de 40 % de Français étaient « enclins à essayer un système politique alternatif à la démocratie [représentative] ». Parmi eux, si 20 % penchaient pour des systèmes autoritaires, pour 40 % autres, l'alternative était dans « un système participatif, horizontal, proche du conseilisme qui avait hanté le mouvement révolutionnaire au début du XX^e siècle ».

Mais c'est un autre concept atypique, et par ailleurs connexe,

qui commence à s'immiscer dans un champ politique complètement verrouillé : celui du municipalisme libertaire. Théorisé par Murray Bookchin [voir p. IV], penseur de l'écologie sociale, le municipalisme ne reporte pas l'action politique au Grand Soir mais veut « restaurer les pratiques et les qualités de la citoyenneté afin que les femmes et les hommes prennent collectivement la responsabilité de la conduite de leurs propres [territoires], suivant une éthique du partage et de la coopération, plutôt que de s'en remettre à des élites »².

ZONES D'AUTONOMIE

Le principe emprunte d'ailleurs à de multiples exemples historiques [voir p. II-III] : la cité antique, les communes médiévales qui s'affranchissaient de la féodalité et de la monarchie, les *town meetings* (assemblées communales) de la Nouvelle-Angleterre au moment de la guerre d'indépendance américaine, les sections parisiennes de la Révolution française ou encore la Commune de 1871, etc.

L'idée communaliste s'inscrit aussi fortement dans la tradition anarchiste. En 1902, Pierre Kropotkine envisage « que chaque ville devra, par elle-même, prendre l'initiative d'une expropriation socialiste et que la première tâche de toute ville en révolte consistera à organiser l'approvisionnement, par la Commune, de toutes les premières nécessités de la vie : habitations, nourriture, et vêtements essentiels »³. Bookchin s'inscrit lui-même dans cette perspective : « Lorsqu'on aura créé ces démocraties directes, les municipalités démocratisées pour-

ront être réunies dans des confédérations capables de s'attaquer enfin au capitalisme et à l'État-nation, pour aboutir à une société anarchiste, écologique et rationnelle. »⁴

Aujourd'hui, les expériences municipalistes qui commencent à prendre forme aux quatre coins du globe se veulent des alternatives au rouleau compresseur de la mondialisation : dans les « mairies rebelles » d'Espagne, où des plateformes citoyennes ont remporté plusieurs élections municipales en 2015⁵, comme dans les zones d'autonomie zapatistes du Chiapas [voir p. IX] ou au Rojava avec la tentative d'instaurer un confédéralisme démocratique [voir p. VIII]. Ces pratiques, expériences et réflexions partagent une même volonté d'explorer les multiples pistes de la démocratie directe : assemblées de quartier, institutions participatives, soutien à l'économie sociale et solidaire, consultations d'initiative populaire, féminisation de la politique, droits des étrangers, éducation populaire, municipalisation des services publics, de l'énergie, écologie sociale, etc.

DROIT À LA VILLE ET LUTTES URBAINES

« Un élément récurrent à travers les multiples exemples frappe aux yeux : toutes ces alternatives désirables, viables et atteignables ne renvoient pas d'abord à l'échelle nationale de l'État, mais à l'échelle locale et municipale. »⁶ Si ces expérimentations s'inscrivent sur un territoire (et non sur une identité), c'est que le lieu où l'on habite – ville, quartier ou village – est potentiellement l'espace de la

réappropriation collective de l'autonomie politique et sociale, bref, de nos vies... « Le droit à la ville ne se réduit pas à un droit d'accès individuel aux ressources incarnées par la ville : c'est un droit collectif à nous changer nous-mêmes en changeant la ville de façon à la rendre plus conforme à notre désir le plus cher », écrit le géographe David Harvey⁷.

Cependant, à travers la démarche municipaliste se posent aussi les contradictions analysées par le sociologue Henri Lefebvre⁸ à propos de la ville, à la fois espace de jeu et de libération mais aussi centre du pouvoir, du contrôle et de la ségrégation. Ainsi, à peine envisagé, l'intérêt actuel pour le municipalisme ne recèle-t-il pas à son tour quelques pièges de la vieille politique ? Notamment, derrière les faux-semblants d'un mieux-disant citoyeniste ou d'une vitrine alternative, une tentative d'encadrement et d'intégration des luttes urbaines par des forces politiques en quête d'une nouvelle légitimité ? À Grenoble, par exemple, la pilule du municipalisme prétendument participatif de l'équipe Piolle semble dure à avaler [voir p. X]. À Saillans, l'expérience participative nourrit de l'enthousiasme mais connaît aussi ses limites et ses épuisements [voir p. V]. À Barcelone, face au monstre spéculatif, ce sont surtout les outils juridiques qui manquent pour répondre à une crise du logement qui touche les plus démunis [voir p. VI-VII].

Reste à envisager une autre hypothèse communaliste qui s'affran-

chirait du cadre institutionnel. Une plateforme barcelonaise anonyme invite à « construire des bases rouges sur le territoire » : « Si quelque chose a la capacité de fissurer le capitalisme, c'est notre capacité à construire des formes de vie en mesure de s'opposer aux valeurs qu'il impose... » Et d'établir « une éthique politique commune » pour pallier les défaillances de l'État grâce au maillage quartier par quartier d'auto-institutions populaires : syndicats de quartier, coopératives, écoles populaires, bars et centres sociaux...

Toujours partir de la base. Comme le résumaient deux universitaires, proches de l'actuelle municipalité de Barcelone : « Quiconque essaye de construire une maison en commençant par le toit se retrouvera sans maison, sans voisinage et sans personne. Et sans personne, la révolution est impossible. »⁹

X PAR MATHIEU LÉONARD
ILLUSTRATION PIRIKK

1/ Janet Biehl, *Le Municipalisme libertaire: la politique de l'écologie sociale* (1998), Écosociété, 2014.

2/ Janet Biehl, *op. cit.*

3/ « Le socialisme municipal », in *Agissez par vous-mêmes*, recueils de textes inédits de Pierre Kropotkine, Nada éditions, 2019.

4/ Janet Biehl, *op. cit.*

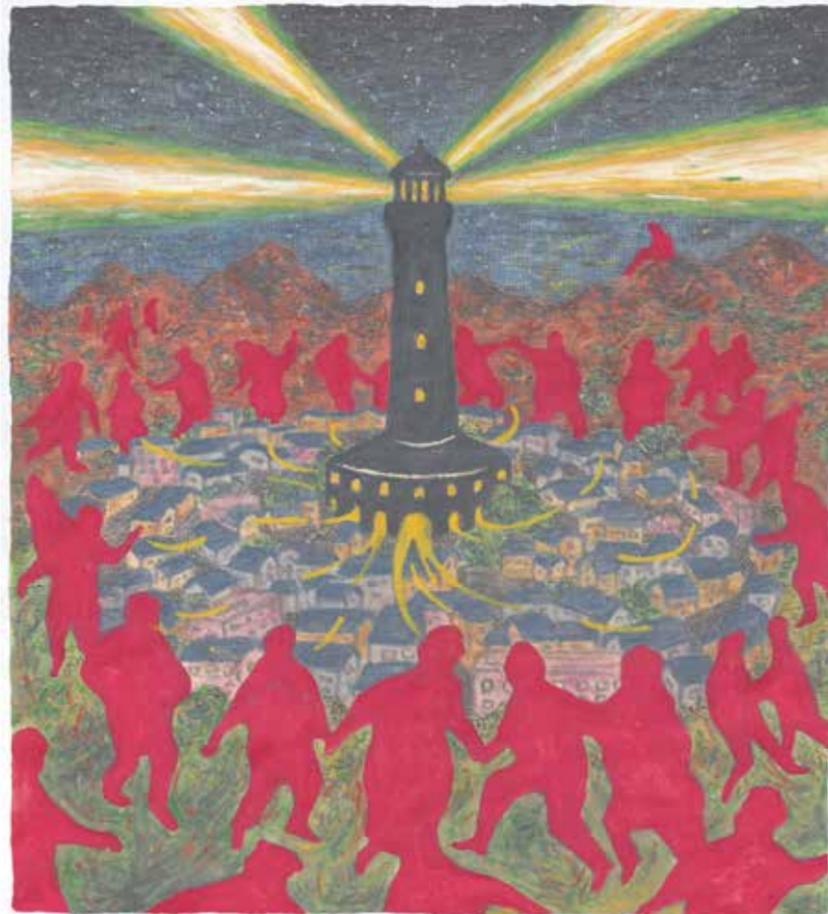
5/ Voir le dossier « Au-delà de Podemos : le pari municipaliste », CQFD n° 137, novembre 2015.

6/ « Le démocratisme solidaire: démocratiser la ville par le pouvoir citoyen », par Jonathan Durand Folco, auteur de *À nous la ville! Traité de municipalisme*, Écosociété, 2017.

7/ « The right to the city », *New Left Review*, vol. 53 (septembre-octobre 2008).

8/ Auteur de l'ouvrage *Le droit à la ville* (1968).

9/ « Le municipalisme et la féminisation de la politique », Laura Roth et Kate Shea Beard, *Ke-distan.net*, octobre 2017.



BAVARDAGE AUTOUR D'UNE NOTION SOUVERAINE

LA COMMUNE

MATHIEU LÉONARD (CQFD) : « En conclusion de leur ouvrage *L'Ombre d'Octobre* (Lux, 2017), Pierre Dardot et Christian Laval enterrent l'idée du communisme d'État et invitent à un "mouvement de coordination démocratique des communs politiques municipaux". Relayant la pensée de Murray Bookchin, ils rappellent que "la commune est le commun politique de base. Le projet d'un communisme des communs est en premier lieu celui d'une confédération des communes". Vous retrouvez-vous dans cette approche ? »

PIERRE SAUVÈTRE : « J'en suis venu à m'intéresser au communalisme à partir de la notion de "communs", qui a connu un intérêt croissant dans le contexte d'un renforcement du néolibéralisme.

Or, qu'est-ce que le commun en politique sinon la Commune ? Non pas au sens affadi et étatisé des 36 000 "communes" de France, mais au sens historique des expériences populaires d'auto-gouvernement. Je m'intéresse aux expériences du passé – comme les cités grecques, les communes médiévales ou les communes révolutionnaires des XIX^e et XX^e siècles – en me demandant si elles incarnent ou non un commun en politique qui trancherait avec l'appropriation du pouvoir par une élite.

Bookchin s'est penché sur la "tradition" du municipalisme libertaire. Il fait une distinction essentielle entre la politique et l'État, mais son projet est celui de la mise en place d'une souveraineté communale sur la société. Pour des raisons liées à sa critique de l'anarcho-syndicalisme, il se méfie de l'auto-gouvernement des activités économiques et sociales et estime qu'il faut confier tout le pouvoir aux assemblées populaires, dont les délibérations sont censées s'appliquer souverainement aux activités économiques dans le cadre d'une "municipalisation de l'économie". La coupure entre la politique et la société qu'implique cette souveraineté communale n'est-elle pas une manière de reconduire en miniature la forme État, et de la démultiplier à l'échelle des communes comme autant de micro-États ? »

MARIANNE ENCKELL : « La commune est-elle vraiment aujourd'hui "le commun politique de base" ? Chacun-e de nous réside certes

dans une commune, mais quel sentiment d'appartenance avons-nous ? C'est certes là qu'on a des droits politiques (et encore, pas tout le monde) ; mais on travaille souvent ailleurs, on a ses amis et sa famille ailleurs, comme son club de foot ou son groupe de musique. Si la vie associative peut être riche dans un village ou un arrondissement parisien, cette limite géographique est en fait due à la structure politique, aux subventions, aux salles accordées par la mairie ; mais cela ne suffit pas à en faire une réalité tangible à laquelle chacun-e aurait envie de s'identifier.

Pierre Sauvêtre relève avec justesse la coupure subjective qu'opère Murray Bookchin entre politique et société. Mais comment rêver d'une "municipalisation de l'économie" ? Même dans les villages horlogers du Jura, il y a cent cinquante ans, les ouvriers qui chantaient "Vive la Commune libre universelle !" savaient bien que le produit de leur travail dépendait d'une économie mondialisée. Dans le Levant espagnol, les collectivités libertaires savaient bien qu'il fallait se coordonner pour exporter des oranges, et champs et vergers ne s'arrêtaient pas nécessairement aux bornes communales.

Le fédéralisme ne se construit pas nécessairement sur des cellules de base homogènes : imaginer une fédération de communes, d'associations de producteurs, de collectifs divers et variés me semble un défi plus intéressant que la seule confédération des communes. »

MATHIEU LÉONARD : « Historiquement, il y a dans le communalisme une dimension insurrectionnelle – comme le rappelle l'historien Jacques Rougerie : "Chaque révolution qu'on a écrasée dans le sang a été tout naturellement désignée comme une Commune [de Paris, de Berlin, de Kronstadt, de Budapest, etc.]" – mais aussi une dimension réformatrice qui donnera le

« PIVOT DE LA VIE SOCIALE FUTURE » ?

« Submergée par l'État-nation urbanisé et vouée au capitalisme, la cité (...) abrite la mémoire d'une liberté perdue, de l'autogestion d'antan, de la liberté civique d'autrefois pour laquelle les opprimés ont lutté pendant des siècles de développement social¹ », écrit Janet Biehl, continuateur de l'œuvre de Murray Bookchin². Pour évoquer l'expérience communaliste, ses perspectives et ses impasses, CQFD propose une discussion croisée avec l'historienne libertaire Marianne Enckell et le sociologue Pierre Sauvêtre³.

socialisme municipal. Cette tension émerge dans les débats de l'Association internationale des travailleurs après l'écrasement de la Commune de Paris. Le livre de Patrizia Dogliani, *Le Socialisme municipal en France et en Europe de la Commune à la Grande Guerre⁴*, décrit précisément cette bataille sourde entre une vision qui prône l'autonomie communale, le mouvement coopératif, l'organisation à la base et une autre qui s'appuie sur un programme centraliste à partir du modèle du Parti-État. Ainsi, le socialiste "intégral" Benoît Malon veut faire de l'administration communale "le pivot de la vie sociale future". Tandis que pour les

socialistes étatisés, comme Jules Guesde, le "terrain municipal ne peut être qu'un champ de

manœuvre [pour] préparer les grands services collectivistes de la société de demain". La banlieue rouge⁵ est en quelque sorte l'illustration de cet écartement. En dépit de son rôle de vitrine de propagande pour le Parti – qui garde le monopole en toutes choses –, la gestion municipale par les communistes avait acquis la réputation d'un laboratoire modèle qui répondait aux besoins de services négligés par l'État et le capitalisme : logements, scolarité, maisons de la culture, colonies de vacances, sport, loisirs, santé, aide aux personnes âgées, etc.

Une chose frappe cependant : le mot "communalisme" va quasiment disparaître du champ lexical politique du XX^e siècle – alors qu'il figure par exemple dans le titre de l'ouvrage de Gustave Lefrançais, *Étude sur le mouvement communaliste à Paris en 1871*. »

PIERRE SAUVÈTRE : « Je crois que si le communalisme a pu résonner si fort dans les années 1870, c'est parce qu'il y avait cette conviction dans une partie du mouvement ouvrier que l'auto-gouvernement, dans les associations ouvrières comme dans les institutions politiques municipales, était la seule manière de résoudre la "question sociale". La bataille entre autonomie communale et socialisme municipal est décisive et permet sans doute d'analyser encore aujourd'hui les limites du "municipalisme". Dans ce débat, chez les guesdistes puis aussi chez les broussistes – avec la brochure de Paul Brousse sur *La Propriété collective et les services publics* en 1883 –, c'est la thèse

qui veut faire reposer le socialisme sur la généralisation des services publics qui va l'emporter. Or les services publics, émanant d'une autorité contrôlant des agents chargés d'en appliquer les directives, sont par nature étatiques, car la notion de "service" implique un rapport hiérarchique entre l'agent fonctionnaire et l'utilisateur. Cette notion a précipité l'hégémonie de l'étatisme à gauche, et est rentrée en contradiction avec l'auto-gouvernement, ce qui peut expliquer la disparition progressive du lexique communaliste.

Surtout, il me semble que l'impasse étatisée et gestionnaire des services publics n'est pas limitée aux services publics nationaux, mais affecte aussi les conceptions et les pratiques des "municipalistes" contemporains. Dans quelle mesure ne sont-ils pas les héritiers de la conception de la "gestion municipale" dont tu parles pour les



Villes sans peur

communistes français à partir des années 1930?»

MARIANNE ENCKELL : « La dimension insurrectionnelle et la dimension réformiste s'opposent en effet depuis la Première Internationale. James Guillaume écrivait que « la calotte de conseiller municipal, de conseiller d'État ou de conseiller fédéral, posée sur la tête du socialiste le plus intelligent et le plus sincère, c'est un éteignoir qui étouffe à l'instant la flamme révolutionnaire⁶ ». Autre Suisse, membre de la Fédération jurassienne, Adhémar Schwitzguébel estimait que « l'autonomie communale pourrait devenir le point de départ d'une agitation populaire générale ». Il déclarait : « Nous sommes donc pour la révolte des communes contre l'État. »

Aussi je plussoie à la remarque précédente sur l'implication hiérarchique de la notion de services publics : les usagers ne savent plus où se situer. Cela ressort de manière criante dans la déclaration de l'Assemblée des assemblées de Commercey, fin janvier : « Partageons la richesse et pas la misère !

Finissons-en avec les inégalités sociales ! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous. « Partageons, finissons-en » – et puis : « Nous exigeons ! » Comment n'ont-ils pas vu la contradiction criante ? »

MATHIEU LÉONARD : « L'émergence actuelle d'un municipalisme connecté, à travers les sommets et les plateformes *Fearless cities* [voir encadré], laisse finalement plus entrevoir des techniques de gouvernance « participatives et inclusives » clefs en main que des formes réelles d'auto-organisation. À Barcelone, un militant des quartiers jugeait que les candidatures citoyennes qui avaient amené la liste d'Ada Colau au pouvoir « avaient sauté l'étape cruciale de la coopération, de l'articulation avec une base territoriale forte. Elles se sont davantage servies des mouvements sociaux comme tremplin vers le pouvoir, pour obtenir un puissant électorat et gagner les institutions afin de mettre en place des idées de gauche réformatrice⁷ ». »

PIERRE SAUVÈTRE : « Le municipalisme des *Fearless cities* me semble globalement pris dans les travers de la vieille politique. Je crois qu'après le cycle du « mouvement des places » les choses ont été envisagées essentiellement à travers l'angle de la démocratisation de la politique, construit essentiellement autour des deux pôles d'une « représentation éthique » – avec la dénonciation de la corruption des gouvernants traditionnels et la mise en place de « codes éthiques » – et d'une incitation à la participation citoyenne active. Cet angle me semble aujourd'hui très largement insuffisant. De ce point de vue, il ne faut pas sous-estimer le rôle, négatif selon moi, que joue la référence au populisme – lui-même contra-

Le réseau des « *Fearless cities* » est en quelque sorte la vitrine internationale du projet Barcelona en Comú. Plus de 700 participants du monde entier se sont réunis à Barcelone début juin 2018 pour porter l'émergence d'un municipalisme connecté. Depuis lors, plusieurs sommets régionaux ont eu lieu dans des villes comme Varsovie, New York, Bruxelles et Valparaiso, et la plateforme entend « appuyer la construction d'un réseau de « villes rebelles » afin de transformer l'Europe depuis la base ». Un guide intitulé *Comment remporter la ville*¹ en commun appelle à la « rébellion démocratique » et à la « révolution citoyenne » en prodiguant des modes de gouvernement participatifs et transparents.

1/ Téléchargeable en PDF en français sur le site de Barcelona en Comú.

dictoire avec un projet d'auto-gouvernement – d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe⁸ dans le municipalisme espagnol.

Ce qui prime dans ces expériences, comme celles des *Fearless cities*, c'est la remunicipalisation des services publics : les municipalismes espagnols ont beaucoup parié sur

« La commune est-elle vraiment aujourd'hui « le commun politique de base » ? Chacun·e de nous réside certes dans une commune, mais quel sentiment d'appartenance avons-nous ? »

les « droits sociaux fondamentaux » et les « mesures d'urgence » qui devaient être prises pour rallier l'électorat populaire à leur programme. Cette logique essentielle – « servicielle » est ensuite complétée par un ensemble de dispositifs participatifs (plateformes de propositions, budgets participatifs, assemblées ouvertes) pour inciter la population à prendre part à la démocratie. Sauf que ces deux logiques sont contradictoires : on a des équipes municipales dévouées qui travaillent jour et nuit pour satisfaire les *desiderata* sociaux d'une population que la logique électorale met bien davantage dans la position de ceux qui exigent des résultats que de ceux qui pourraient être désireux de prendre part à un projet d'auto-gouvernement. La division entre professionnels municipaux de la politique et citoyens profanes invités à « participer » dans le temps que ne leur laisse pas leur travail salarié n'est pas réellement effacée. Joan Subirats⁹ a beau invoquer la « proximité » permise par une politique municipaliste, celle-ci ne suffit pas à réduire cet écart.

Les bilans mitigés des expériences municipalistes récentes – qui restent bien sûr à établir dans le détail – incitent à privilégier aujourd'hui les expérimentations développées en dehors de l'État et du jeu électoral, comme ce qui s'est tenté à Notre-Dame-des-Landes, qui aurait pu être une expérimentation communaliste au sens fort du terme.

Il est sans doute utile d'établir de ce point de vue une distinction forte entre le *municipalisme*, entendu au sens de cette « gestion municipale », et le *communalisme* qui reste encore sans doute très largement à construire. Si l'on pose la question du communalisme seulement comme question d'élargissement de la démocratie sans l'intégrer au problème de la confrontation du capitalisme, on a toutes les chances de se planter. C'est le même problème que celui de Gustave Lefrançais et des communalistes du XIX^e siècle. Ils ont parlé parfois de « commune sociale » parce que le développement de l'association ouvrière dans le domaine économique et de la commune politique étaient inséparables. »

MATHIEU LÉONARD : « Marianne, dans plusieurs textes, dont « La démocratie mise à mort par ses institutions mêmes : l'exemple de la Suisse » (1990), tu fais la critique du mode de démocratie suisse, qui est parfois pris en modèle pour sa « démocratie directe ». Contre quelles illusions mettrais-tu en garde un mouvement qui en appellerait au système des votations par exemple ? »

MARIANNE ENCKELL : « L'initiative populaire est l'axe dynamique de la démocratie helvétique : chaque citoyen ou groupe de citoyens peut proposer un nouvel article constitutionnel ou une modification. Il suffit pour cela de récolter 100 000 signatures en 18 mois. Si ce nombre est atteint, l'initiative passera en votation populaire, et en cas de majorité du peuple et des cantons la Constitution sera modifiée. La Confédération élaborera alors une loi d'application qui devra être adoptée – pour l'assurance maternité, il a fallu pas moins de soixante ans... »

Car la Suisse se caractérise aussi par son système de « milice » : les députés conservent leurs activités professionnelles, les séances ont lieu le soir ou, au niveau fédéral, pendant des sessions de quelques semaines par an. Et chaque projet de loi passe par une procédure de consultation des principales associations économiques, syndicales, politiques, voire

d'intérêts, en sus des entités politiques. Rouages multiples, qui reflètent et valident la multiplicité des alliances.

Le mécanisme renforce de fait le système de compromis, de consensus, ce qui est par nature conservateur et contribue à tuer dans l'œuf toute velléité de changement. Les débats peuvent être riches et instructifs au cours de la procédure ; mais lorsqu'on passe au vote, c'est l'option la plus neutre qui est systématiquement choisie.

« Il est sans doute utile d'établir de ce point de vue une distinction forte entre le *municipalisme*, entendu au sens de cette « gestion municipale », et le *communalisme* qui reste encore sans doute très largement à construire. »

Un deuxième point, c'est l'autonomie des communes en Suisse. Elles lèvent des impôts ; elles accordent le droit de cité avant que les candidats obtiennent la nationalité suisse (principe rigoureux du droit du sang, contrairement à la France) ; elles décident librement de fusionner ou non avec leurs voisines ; ce n'est que si elles ne peuvent s'acquitter d'une tâche que le canton intervient (principe dit de subsidiarité). Mais cela ne veut pas dire qu'elles peuvent s'autogérer, ni faire sécession, ni se fédérer avec n'importe qui. Ni même ouvrir une crèche qui n'observe pas à la lettre toutes les prescriptions officielles. Il faut que je me renseigne sur leurs compétences en matière de ronds-points... »

PROPOS RECUEILLIS PAR M. L. ILLUSTRATION MARINE SUMMERCITY



1/ Janet Biehl, *Le Municipalisme libertaire : la politique de l'écologie sociale* (1998), Écosociété, 2013.

2/ Voir page IV.

3/ À lire de sa plume : « Ne pas être récupéré. Gilets jaunes, l'auto-institution du peuple », Blogs. mediapart.fr (20/12/2018).

4/ Éditions Arbre bleu, 2018.

5/ Elle désigne la trentaine de municipalités d'Île-de-France remportées par le Parti communiste dans les années 1930-1950.

6/ James Guillaume, *L'Internationale*, Paris, 1905, t. III.

7/ Diego Miralles Buil, « Les « nouveaux municipalismes » de Madrid et Barcelone », revue *Silence* (09/08/2018).

8/ Couple post-marxiste qui a théorisé le populisme à destination des mouvements de gauche notamment au sein de Podemos.

9/ Joan Subirats est chercheur en science politique et porte-parole de la liste Barcelona En Comú. Il a écrit *El poder de lo proximo. Las virtudes del municipalismo*, Catarata, 2016.



LE THÉORICIEN

Les deux « come-backs »
de Murray Bookchin

**LE PENSEUR
DU MUNICIPALISME
LIBERTAIRE, LONGTEMPS
IGNORÉ DE CE CÔTÉ
DE L'ATLANTIQUE,
SERAIT-IL EN PASSE
DE DEVENIR INCON-
TOURNABLE ?**

DÉCÉDÉ EN 2006 à 85 ans, le penseur anarchiste américain Murray Bookchin a bien rempli sa vie. Adolescent bolchevik puis historien des révolutions, il a aussi été un pionnier de l'écologie et de la lutte antinucléaire, un vétéran de la contre-culture, un rénovateur de l'anarchisme et un ardent partisan de la démocratie directe. Un épais ouvrage¹, écrit par Janet Biehl, qui fut sa collaboratrice et sa dernière compagne, retrace ce riche itinéraire qui nous replonge dans sept décennies de débats et de combats de la gauche radicale américaine.

**PRÉCURSEUR
DE LA DÉCROISSANCE**

Dès les années 1950, Bookchin écrit sur l'écologie, soulignant les liens entre maladies (stress, cancer) et environnement, dénonçant les dangers de l'agriculture industrielle, des radiations, etc. Son livre *Notre environnement synthétique*² paraît en 1962, quelques mois avant celui de la biologiste Rachel Carson, *Printemps silencieux*³, qui connaîtra un retentissement mondial. Ce dernier ouvrage ne se penche que sur le problème des pesticides ; et son auteure se garde bien de mettre en cause le capitalisme dans l'utilisation de ces produits, ne donnant même pas les noms des entreprises qui les fabriquent. Le livre de Bookchin restera dans l'ombre tandis que celui de Carson sera considéré comme le fer de lance de la prise de conscience écologiste.

Hier comme aujourd'hui, la marginalité de Bookchin fait que son œuvre, immense, est méconnue. Non seulement il n'appartient jamais au monde académique, mais il résista aussi aux tentatives de le ranger dans une case bien définie : trop anarchiste pour nombre d'écologistes, trop

partisan de la démocratie pour certains anarchistes. Un recueil de ses articles entre les années 1960 et 1990 montre le cheminement de sa pensée⁴. Parti du combat pour une société écologique en lien avec la question sociale, il cherche à éviter nombre de dérives (malthusianisme, antihumanisme, ralliement au capitalisme « vert » comme moindre mal) et réfléchit aussi bien à la « crise de l'énergie », entre mythe et réalité, qu'aux ambiguïtés de la science dans la société. Il en vient à promouvoir le municipalisme libertaire comme méthode d'un changement radical par la démocratie directe sur une base locale, communale.

Mais par son goût pour la polémique et ses attaques frontales contre « l'écologie profonde » ou les ravages du post-modernisme, Bookchin s'attira nombre d'adversaires dans les milieux radicaux. Pour ne rien arranger, il fustigea aussi le manque de sérieux des mouvements anarchistes du continent nord-américain – et encore ne connaissait-il pas ceux d'autres contrées...

LE PHÉNIX KURDE

À sa mort, ses écrits ne semblaient donc plus intéresser qu'une poignée de libertaires et d'écologistes isolés dans leur propre milieu. Pourtant, la pensée de Bookchin allait opérer un retour inattendu sur le devant de la scène. Car le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, emprisonné à vie en Turquie, lit Bookchin dans sa cellule et recommande ses œuvres à ses compagnons de lutte. Dès lors, sous le nom de confédéralisme démocratique, le mouvement kurde prétend instaurer dans les zones qu'il contrôle (Sud-Est de la Turquie, puis Rojava) des institutions de démocratie d'assemblées, une économie coopérative et l'égalité hommes-femmes inspirées des idées de Bookchin. Réalité partielle en devenir malgré d'immenses difficultés dues aux conflits dans la région ou

simples villages Potemkine à destination de l'opinion de gauche occidentale⁵? Tel est, en tout cas, le premier retour de Murray Bookchin...

En Occident, un second retour pourrait advenir si était suivi le conseil que, selon Janet Biehl, le vieux Bookchin donnait aux jeunes : « *En ces temps réactionnaires, votre rôle le plus noble est de défendre les Lumières et de défendre le recours à la raison dans les affaires publiques contre les forces obscurantistes – l'irrationalité, le nihilisme et la barbarie – qui menacent la civilisation. Ma génération a combattu le stalinisme. La vôtre doit au minimum s'opposer au nivellement de l'esprit humain par le bas, à l'ignorance crasse grandissante des événements du passé – même récent – et au nouveau culte de l'égoïsme et du narcissisme.* » Qui, aujourd'hui, a une meilleure perspective à offrir ?

**PAR CHARLES JACQUIER
ILLUSTRATION
BAPTISTE ALCHOURROUN**

¹ *Écologie ou catastrophe, la vie de Murray Bookchin*, L'Amourier, 2018. Janet Biehl a aussi écrit *Le Municipalisme libertaire* (Écosociété, 2014). On lira aussi, de Vincent Gerber, *Murray Bookchin et l'écologie sociale* (Écosociété, 2013).

² Publié en français par l'Atelier de création libertaire en 2017.

³ Disponible en français aux éditions Wildproject.

⁴ *Pouvoir de détruire, pouvoir de créer – Vers une écologie sociale et libertaire*, L'Échappée, à paraître le 15 mars.

⁵ Lire le reportage page VIII.

BOOKCHIN
ET LE RIC

Trois lettres magiques et la démocratie directe fleurira : RIC (référendum d'initiative citoyenne). L'idée n'est pas nouvelle. Elle n'est pas non plus le monopole d'Étienne Chouard et ses émules, contrairement à ce que dit François Ruffin.



L'IDÉE selon laquelle le peuple, quand il s'exprime, fait le choix le plus réactionnaire ne tient pas», affirmait le politologue Dimitri Courant sur France Inter le

10 février. Et d'illustrer ainsi son propos : la Suisse a aboli la peine de mort, par référendum, bien avant la France. Dans la très catholique Irlande, mariage pour tous et droit à l'avortement ont été validés par référendum en 2015 et 2018, sans provoquer de guerre civile. Ajoutons qu'en Colombie, les RIC à l'échelle municipale ont réussi à freiner la politique extractiviste¹.

En Californie, ce sont des initiatives populaires qui ont permis de légaliser la marijuana. Cependant, comme l'observe *Le Monde*, « *alors que l'introduction des consultations directes avait été l'une des grandes réformes de l'ère progressiste des années 1900-1920, le système finit par être l'apanage des riches et des lobbys* »². Lors de la consultation sur Notre-Dame-des-Landes, les zadistes avaient senti une entourloupe sur le périmètre du vote et appelé au boycott. Les partisans de l'aéroport, arrivés en tête de peu, dénoncèrent un déni de démocratie après l'abandon du projet par Macron.

Dès lors, comment éviter l'hystérisation de positions clivantes et la tyrannie de la majorité ? Murray Bookchin, dans un recueil de textes à paraître le 15 mars³, offre quelques pistes d'analyse dans un cadre communaliste : sortir d'abord de l'atomisation et de l'infantilisation des démocraties libérales.

« Voter lors d'un référendum dans l'intimité de "l'isoloir", ou dans la solitude électronique de sa propre maison, privatise la démocratie et ainsi la mine. Le vote, de même que les sondages d'opinion sur les préférences en matière de savons et de détergents, représente une quantification radicale de la citoyenneté, de la politique, et de l'individualité, et une caricature du processus véritable de la formation des idées qui résulte de l'échange d'informations. Le vote est l'expression préformulée d'un "pourcentage" de nos perceptions et de nos valeurs et non leur expression entière. C'est une technique d'avilissement des opinions en simples préférences, des idéaux en simples goûts, de la compréhension synthétique en pure quantification, de façon à pouvoir réduire les aspirations et les convictions des hommes à des chiffres. »

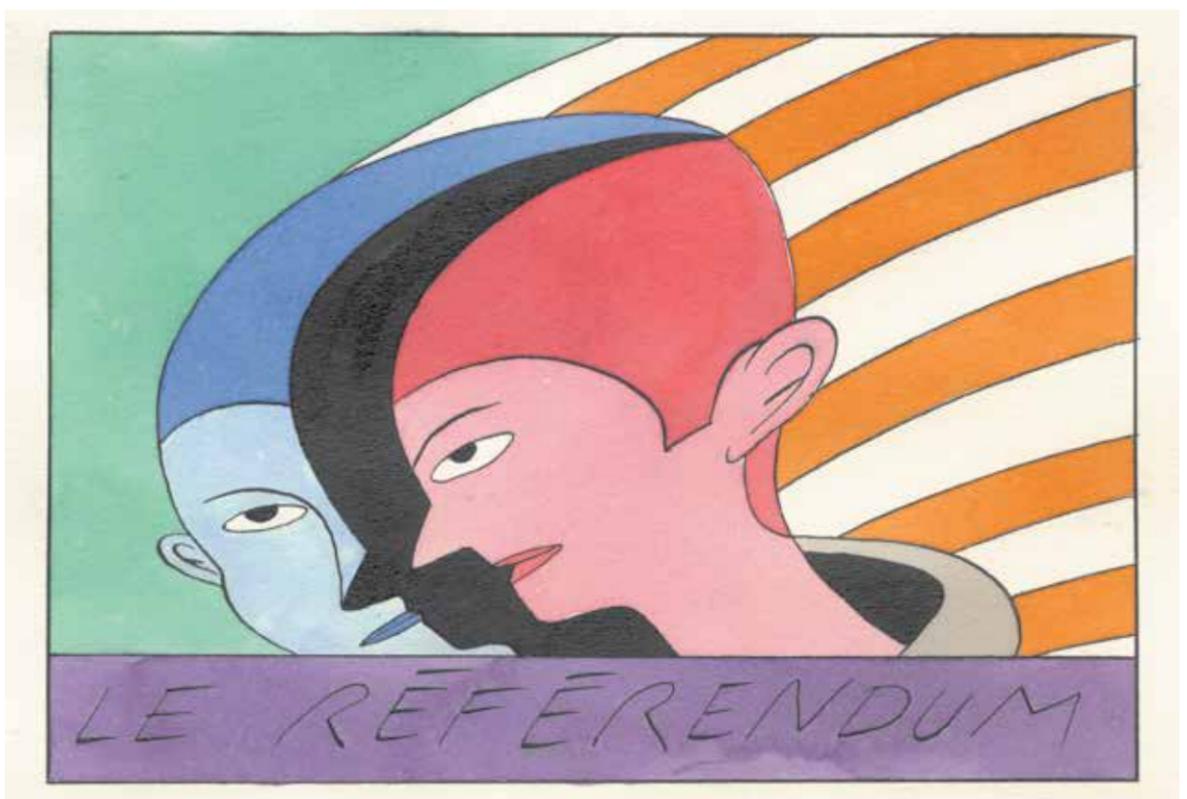
« En fin de compte, "l'individu autonome", privé de tout contexte communautaire, de rapports de solidarité et de relations organiques, se retrouve privé du processus de formation de soi – paideia – que les Athéniens de l'Antiquité assignaient à la politique comme l'une de ses plus importantes fonctions pédagogiques. [...] Si l'autorité idéologique du pouvoir d'État et de l'art de gouverner repose sur la conviction que le "citoyen" est un être incompetent, quelquefois infantile et généralement peu digne de confiance, la conception municipaliste de la citoyenneté repose sur la conviction exactement contraire. Chaque citoyen serait considéré comme compétent pour participer directement aux "affaires publiques" et surtout, ce qui est le plus important, il ou elle devrait être encouragé à le faire. »

PAR M. L.

¹ « En Colombie, les référendums d'initiative citoyenne stoppent les mines », sur *Reporterre* (15/01/2019).

² « Référendums d'initiative citoyenne : l'exemple californien », *Le Monde* (13/02/2019).

³ *Pouvoir de détruire, pouvoir de créer – Vers une écologie sociale et libertaire*, L'Échappée.



UNE EXPÉRIENCE DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

SAILLANS,

village « utopiste et pragmatique »

PLANTÉ AU BORD des eaux débaroulantes de la Drôme, surplombé par le massif des Trois Becs, le village de Saillans, 1 300 âmes, affiche un étonnant dynamisme. Sur le marché dominical ensoleillé, des « néos »¹ et nombre de jeunes enfants côtoient des « natifs » souvent plus âgés. Comme d'autres bourgades de cette vallée en vogue, le village se repeuple. Café associatif, espace de co-working, gare SNCF et cadre pittoresque : autant d'éléments attirant de jeunes urbains en recherche d'un meilleur cadre de vie. Saillans a une vie associative florissante (60 structures) qui ne date pas d'hier. L'urbanisme y joue peut-être un rôle : peu de maisons ont des jardins privés. Les gens se retrouvent dehors, dans des espaces collectifs, et les nouveaux s'intègrent vite.

L'histoire de la démocratie participative à Saillans démarre en 2011, quand un collectif de lutte se crée contre l'implantation d'un supermarché décidée en toute opacité par l'ancien maire. La bataille remportée, le collectif décide de monter une liste alternative pour les municipales de 2014. Dès le début, il s'agit de mettre en place une organisation collégiale impliquant un maximum de personnes. Pour faciliter la participation aux réunions, un habitant introduit des méthodes d'éducation populaire, qui joueront un rôle décisif.

Changer les pratiques

Fernand Karagiannis, élu municipal, habite Saillans depuis 2003. Il fait partie des initiateurs de ce « projet co-construit, d'où a émergé un schéma de gouvernance. Il y avait l'envie de changer de paradigme. Ce qui a fait adhérer, c'est la méthode et le fond. Ni programme, ni candidat. Près de 150 personnes ont participé à l'élaboration du projet, sur une liste ouverte à tous. On voulait que la mairie redevienne une maison du peuple. » Le collectif remporte les élections et s'attelle immédiatement à la mise en place d'une démocratie participative : « Les deux premières années ont été euphoriques. Pour éviter la prise de pouvoir par des individus, des binômes d'élus référents pour chaque commission ont été instaurés. Le maire et la première adjointe sont censés n'être que des coordinateurs. »

À l'inverse de l'ancienne mairie, la nouvelle équipe a tenu à rendre l'information accessible à tous. Cette transparence est l'une des grandes réussites de la mandature. « Il y a un agenda mensuel accessible à la

Cinq ans après les élections qui ont conduit une liste participative à la mairie de Saillans (Drôme), de vrais dispositifs de prise de décision alternatifs ont été mis en place. Mais l'investissement des habitant·es n'est pas aussi fort qu'espéré. Reportage et retour d'expérience.

population, un affichage dans chaque quartier, des mises en ligne sur le site Internet de la mairie² et une lettre d'information. Il y a eu une réflexion sur les comptes-rendus afin que ceux-ci soient compréhensibles par tous », explique Fernand.

À défaut de pouvoir « changer les institutions » républicaines, les nouveaux élus ont créé des instances permettant de rendre les processus décisionnels collégiaux : « Le comité de pilotage, ouvert au public qui peut y intervenir, est le lieu des prises de décisions, reprend Fernand. Les "Groupes action-projet", trente depuis 2014, ont une durée de vie dépendant des dossiers traités. Ce sont des espaces de construction de la décision avec les habitants. On essaie d'arriver au consensus, sinon on vote. »

Un cadre légal limitant

Malgré ces efforts, la participation n'a pas été au niveau attendu. Elle a même diminué ces derniers temps. Saillansonne depuis dix ans et élue, Isabelle Raffner s'interroge : « On aurait peut-être dû développer d'autres formes de participation que les réunions. Pour l'aménagement des jardins publics, il y a eu par exemple des questionnaires chez les commerçants. » « Il faudrait peut-être des votes auxquels tout le monde peut participer, réfléchit Fernand. On doit toucher les gens qui ne viennent pas, y compris pour des raisons sociales : difficulté à

prendre la parole, sentiment de ne pas être légitime. » Le temps est aussi une question cruciale. « Si on avait tous une journée dans la semaine à consacrer à la vie politique de notre village, ce serait différent », dit Isabelle. Même discours chez Camille³, qui vit à Saillans depuis quatre ans et s'implique intensément dans le soutien aux exilé·es : « Si en plus du reste je m'investis dans les instances participatives, j'ai zéro temps de vie. »

Les esprits sont également lents à changer sur la perception des élus. « Néos » comme natifs, beaucoup d'habitants gardent un rapport de délégation et attendent encore d'eux qu'ils prennent des décisions.

Je trouve intéressant qu'il y ait d'autres formes d'implication que la mairie. »

La collégialité, à quel prix ?

Des trois élus d'opposition siégeant au conseil municipal, deux ont fini par démissionner l'automne dernier, dont l'ancien maire, resté en désaccord avec les structures participatives.

Au sein de la majorité, « un tiers des conseillers habitent dans le village depuis plus de vingt-cinq ans, un autre depuis dix à vingt ans et le dernier depuis moins de dix ans. Notre groupe n'est pas homogène. On s'est réunis sur une méthode, pas sur un programme, constate Fernand.



Pour Fernand, « on est au cœur d'une démarche à la fois utopiste et pragmatique qui a dû rentrer dans le cadre légal avec un maire, une première adjointe... » Ce cadre limite l'espace politique de la commune. Son budget est faible. Et elle est tributaire des décisions des instances supérieures, à commencer par l'intercommunalité, chasse-gardée de l'indéboulonnable Hervé Mariton (LR), maire de Crest⁴, un peu plus à l'ouest. Sans parler du poids de l'État.

Pour peser dans la balance, « faut-il forcément intégrer l'institution, qui reste contrainte par le budget, la législation ?, se questionne Camille. Ou se tourner vers d'autres espaces, créer des assos, des collectifs ?

Notre réalité est que nous sommes pluriels et que parfois on n'arrive pas à prendre des décisions. » Ce fut le cas, par exemple, quand la mairie a été sollicitée pour accueillir des migrants ou pour prêter gratuitement une salle communale à un festival anti-répression.

Claude, qui habite à Saillans depuis trois ans, observe « une peur du clivage au sein de la population, entre "néos-gauchos-écologues" et vieilles familles originaires du village ». Des crispations accentuées par l'attention soudaine des médias et l'impression qu'ont certains habitants d'être les sujets d'une expérience. « Au sein des élus, reprend Claude, il y a une personne-clé qui fait en sorte

que ça n'explose pas. Parce que dans leur logique de démocratie participative, si les choses sont clivées, ça ne marche plus. » « La démocratie participative devrait reposer sur des positions politiques et pas sur les gens qui portent le projet, pour que personne ne soit indispensable, estime Camille. Là, la volonté de neutralité fait qu'on est davantage dans la forme que dans le fond. »

Et après ?

« Vivement la quille ! », lâche Isabelle en souriant. La mandature a été épuisante pour les élu·es. « C'est un système énergivore ! Nous sommes partis de rien, avec euphorie, témoigne Fernand. Au bout de deux ans, on saturait sur l'organisation des réunions. Je conseillerais aux gens de ne pas trop s'exciter au début. »

À l'approche des municipales de 2020, la question se pose de la continuité du projet. Peu d'élus songent à se représenter. « Il y a des gens sensibles à notre action mais qu'on voit peu. On réfléchit à comment lancer une nouvelle dynamique en restant dans l'esprit du départ », explique Fernand. Isabelle, dont c'était le premier engagement politique, affirme sans hésiter : « Avec le recul, c'est une chance extraordinaire d'avoir participé à quelque chose d'aussi beau. » Un avis partagé par beaucoup, malgré la fatigue et les écueils.

« D'autres villages nous demandent conseil⁵, raconte Fernand. Il est important que ça essaime et qu'on ne soit pas tout seuls en 2020. Il y a une dynamique à Saillans qui fait que ça a été possible. Il faut peut-être réfléchir à l'impulser dans la vallée. » Et d'ajouter : « Dans ce village, depuis la guerre, aucun maire n'a fait deux mandatures consécutives. » La liste participative sera-t-elle la première à remplir ?



**PAR
YANN RENOULT
ILLUSTRATION
MAÏDA CHAVAK**

1/ Néo-ruraux, venus de grandes villes, installés au village depuis peu.
2/ Mairiedesaillans26.fr
3/ Les prénoms des habitants non élus ont été modifiés.
4/ Longtemps député, il fut à l'Assemblée un des fers de lance de l'opposition au « mariage pour tous ».
5/ Une journée d'information et de rencontre sera organisée le 13 avril prochain.

AUTO-ORGANISATION DES QUARTIERS POPULAIRES

Barcelone, quelle ville en commun ?

Aux élections municipales de mai prochain, Barcelona en Comú, liste issue des mouvements sociaux, va remettre son mandat en jeu. La métropole catalane, où affluent 150 000 touristes par jour pour 1,7 million d'habitants, va-t-elle passer aux mains du félon Manuel Valls, candidat de la bourgeoisie nationaliste ? Au-delà du feuilleton politique, une âpre bataille se mène, spécialement sur le plan du logement. La Barcelone populaire résiste comme elle peut à la touristification, à la spéculation, à la gentrification et aux expulsions locatives. Et pour cela, elle s'appuie sur une persistance vivace d'auto-organisation à la base, de syndicats de quartiers, d'associations de voisins et de projets coopératifs.

Reportage.

DANS LE QUARTIER de Poble Sec, Sabah tient une petite cantine aux prix imbattables. Mais ce lundi 11 février, elle n'est pas à ses fourneaux. Elle a marché quelques pas, jusqu'à La Base, un local coopératif où se tient ce soir-là l'assemblée du syndicat de quartier. Chacun, chacune expose à tour de rôle ses soucis, donne des nouvelles. Sabah explique qu'elle a réussi à retarder son expulsion en déposant une demande de loyer social.

À Barcelone, la question du logement est la principale problématique socio-urbaine. Dans les quartiers encore populaires du centre, les collectifs de défense des expulsés ont réussi à retisser des solidarités. C'est une partie de ce qui se joue à La Base : « Le projet de ce lieu est issu d'expériences de squats, mais aussi des assemblées de quartier après le mouvement des Indignés », explique Pepa. On a eu l'idée de vivre le communisme dans le quartier à partir d'un athénée [centre social dans la tradition libertaire]. Donc on a loué ce local il y a cinq ans : on a fait un bar, une salle de réunion, une librairie, une coopérative de consommation à base de récupération d'inventés, des

ateliers collectifs, des cours d'alphabétisation, une crèche, un groupe de femmes contre le machisme, etc. Toutes les dimensions de la vie. La Base est une coopérative communale qui met la politique au cœur de la vie. La participation y est intergénérationnelle, très mêlée, à l'image du quartier. Toutes les pratiques de débrouilles s'entremêlent. On est comme une famille. »

Concrètement, comment lutter contre la gentrification et les expulsions à l'échelle du quartier ? « Notre premier mode d'action, c'est d'empêcher les expulsions en bloquant l'entrée aux huissiers », poursuit Pepa. Ensuite, nous cherchons à négocier des loyers sociaux pour les personnes en procédure d'expulsion. Si ça ne marche pas, on investit collectivement des agences immobilières pour les obliger à négocier. On dénonce aussi les pratiques spéculatives. Notre but est également de lutter collectivement avec d'autres assemblées ou projets coopératifs, comme Can Battló dans le quartier de Sants. »

Kill Blackstone

Le lendemain, dans la banlieue sud de Barcelone, un rassemblement est organisé devant le siège catalan de la compagnie Blackstone – « le plus grand fonds immobilier au monde », annonce sa page web. Ce fonds vautour, qui spéculé sur les dettes immobilières des particuliers touchés par la crise économique, a été

créé en 1992 par d'anciens banquiers de Lehman Brothers. Il s'est aiguisé le bec sur la péninsule ibérique, avalant au passage le portefeuille immobilier de la banque Catalunya Caixa en 2014 et la moitié des titres toxiques de la banque Santander en août 2017. « Blackstone, par le biais d'un réseau complexe de sociétés, est devenue la première société immobilière privée du patrimoine espagnol. Elle réserve un traitement indigne à ses locataires, laisse proliférer les narco-logements dans les quartiers et contribue à gonfler la scandaleuse bulle des loyers. Le vautour ne pourrait régner en maître sans la complicité des administrations publiques du pays, qui lui offrent pour ainsi dire des logements sociaux en location, [...] lui accordent des réductions fiscales [...] ou lui font profiter de l'argent public. »¹ En mars 2015, 90 000 Espagnols étaient descendus dans les rues de Madrid pour protester contre ces fonds vautours. Près de 700 000 familles espagnoles ont été virées de leur logement depuis l'éclatement de la bulle immobilière, à la fin des années 2000. À Barcelone, deux milliers de résidents sont expulsés pour impayés chaque année.

Ce 12 février, une petite centaine de personnes sont venues participer

au lancement de la campagne « Kill Blackstone », à l'appel des syndicats de quartier, de locataires et de la PAH (plateforme des victimes des crédits immobiliers), association de familles ruinées et expulsées de leur logement par les banques, dans laquelle l'actuelle maire de Barcelone, Ada Colau, a longtemps milité. « On est assez nombreux pour commencer la révolution, non ? », plaisante un septuagénaire. « Nos maisons ne sont pas des marchandises », « Stop desahucios » (« Stop aux expulsions »), scandent de petites vieilles, masques de vautour sur le front, en se trémoussant sur le morceau *Resistencia* du groupe Ska-P que crache la sono.

Aux fenêtres du building, les employés curieux jettent un œil furtif, puis les grands stores blancs se ferment les uns après les autres. « Il s'agit d'attirer l'attention sur ces fonds vautours et leurs sous-traitants, pour les dégager de notre ville et de notre pays », déclare Jaime Palomera, du Syndicat des locataires. « C'est nous qui allons les expulser. » Le gouvernement finira-t-il par se positionner sur cette prédation à grande échelle ? À Barcelone, les fonds spéculatifs immobiliers possèdent 10% du parc, 80% restent aux mains de (petits) propriétaires privés.

Que fait la mairie ?

À Barcelone, le taux de logement social est particulièrement faible : 1,5% seulement, contre 22% à Paris ou 40% à Copenhague. Le loyer moyen, qui ne cesse de grimper, dépasse les 850 euros, soit peu ou prou le montant du salaire minimum. La capitale catalane a les loyers les plus élevés d'Espagne.

C'est peu dire que lorsque la liste Barcelona en Comú est arrivée en tête des élections municipales de 2015 en portant haut la bannière du droit au logement, elle a suscité beaucoup d'espoir. Mais elle n'a obtenu que 11 sièges de conseillers municipaux sur 41, ce qui l'a obligée à faire alliance avec la gauche indépendantiste et le Parti socialiste. Une situation qui lui laisse peu de marge de manœuvre.

Théoricien de la plateforme municipaliste de Barcelona en Comú, Joan Subirats donne rendez-vous dans son bureau de l'Institut culturel de Barcelone, sur la Rambla. Numéro deux de la liste pour les municipales de 2019, il expose son point de vue : « La victoire inespérée de 2015 est liée en partie au prestige d'Ada Colau au sein des mouvements sociaux et son



image de probité. Elle a permis à des associations qui travaillaient sur des projets distincts (immigration, énergie, écologie, éducation, urbanisme, etc.) de fusionner dans un projet de changement social à l'échelle municipale. Dans un monde globalisé, notre idée est que la ville devrait avoir plus d'importance dans le champ politique que ce qu'on lui accorde au niveau étatique. Donc cela a amené des gens nouveaux sans expérience institutionnelle à faire leur preuve en quatre ans avec une tâche large et multiple de transformation sociale. » Subirats énumère quelques réalisations de la municipalité : services funéraires municipaux à prix abordables ; mise en place d'un service public de santé bucco-dentaire ; développement des crèches ; système de budget participatif par voie numérique. Il insiste sur cette dimension participative connectée : « Face à un monde uberisé, il s'agit de bâtir le coopérativisme du XXI^e siècle ! »

Il y a aussi la mise en place de *consultas populares*, initiatives citoyennes qui reposent sur 13 750 signatures, après quoi les services municipaux mettent à disposition des citoyens les moyens de travailler en commission et obligent les élus à se prononcer sur la question. En mars 2018, la municipalité a ainsi procédé au retrait de la statue d'Antonio López, qui avait bâti sa fortune sur la traite négrière. En novembre, lassés des obstacles bureaucratiques, les organisations à l'initiative du déboulonnage ont rebaptisé *de facto* la place au nom d'Idrissa Diallo, un jeune Guinéen mort par manque de soins en 2012 dans le centre de rétention de Zona Franca, à Barcelone.

Mais la grande bataille reste celle de la municipalisation de l'eau. « Depuis que nous avons décidé d'organiser une consultation populaire sur la reprise en gestion publique de l'eau à Barcelone, le concessionnaire privé² a déposé plus de vingt recours juridiques pour l'empêcher... Au conseil municipal, la plupart des autres formations ont voté contre la convocation de cette consultation, au mépris d'une règle qu'elles avaient approuvée un peu plus tôt. On a fait un recours juridique, qu'on a gagné ; puis au conseil municipal, le principe de la consultation a finalement été approuvé. Mais le concessionnaire a encore fait un recours sur ce vote-là... », relate Laia Forné, conseillère à la participation citoyenne à la mairie. « La lutte est très inégale face aux moyens mis en œuvre par les grands groupes. C'est très difficile de changer cette situation en quatre années », résume Joan Subirats.

Concernant les élections de mai 2019, le politologue affiche une confiance tempérée : « On pense qu'on peut gagner avec une nouvelle coalition, mais la situation générale est très



Guillaume Darribau vit dans la banlieue de Barcelone. Les photographies imprimées ici sont tirées de son exposition *La Ciutat embargada*, sur la lutte et la solidarité contre les expulsions à Ciutat Meridiana.
GUILLAUMEDARRIBAU.COM

instable, notamment en regard de la question indépendantiste. Barcelona en comú a une position souverainiste, qui reconnaît la nation catalane dans un cadre fédératif, ce qui ne satisfait ni les indépendantistes catalans ni les socialistes. De plus, on peut nous critiquer sur les résultats décevants concernant le logement. Ça a été le grand cheval de bataille d'Ada Colau, mais les prérogatives municipales en la matière restent limitées... Ensuite, même si Barcelone est la ville la plus sûre d'Europe, la question de la sécurité peut être instrumentalisée par nos adversaires en raison de l'augmentation de la petite délinquance. Enfin, du point de vue libéral, il est reproché à Ada Colau d'avoir voulu freiner le développement économique de la cité en régulant trop le secteur touristique. »

Et quel regard porte Pepa, du syndicat de quartier de Poble Sec, sur l'action de la mairie ? « On ne se mêle pas à l'institutionnel, même si on considère que Barcelona en comú, c'est toujours mieux que la droite. On n'est pas dans une relation conflictuelle, mais ça ne nous empêche pas de les critiquer pour leurs insuffisances. »

L'esprit du Raval

Jeudi 14 février, vers midi, une trentaine de personnes, membres des syndicats de quartier et riverains, s'opposent à des expulsions dans le populaire et métissé Raval, à deux pas de la Rambla. Munies de sifflets, elles font un maximum de barouf à l'approche des huissiers et bloquent pacifiquement l'entrée des logements visés. Les huissiers restent au large, un peu dépités, puis s'éloignent sous des cris joyeux : « Hors du quartier ! » Les flics n'interviennent plus dans ces cas-là. Taxis et camions de livraison qui circulent dans la rue klaxonnent en soutien. Quatre expulsions seront empêchées au Raval et une à Poble Sec.

De la lutte contre les expulsions au combat pour la survie, les rues étroites du Raval nous font dériver jusqu'au local du syndicat des vendeurs ambulants, sénégalais d'origine pour la plupart, que l'on croise parfois dans les couloirs du métro avec d'énormes baluchons

remplis de bibelots et de vêtements à vendre sur les sites touristiques. « Avant 2015, nous étions victimes de persécutions policières, explique Babakar, arrivé en Espagne en 2011. Les policiers nous confisquaient nos marchandises, nous traitaient comme des délinquants. Après la mort d'un camarade, il a fallu porter une voix pour défendre les droits des migrants. Cela a abouti à la création du syndicat en 2015. Nous avons manifesté et l'attitude de la police a changé. Nous ne sommes pas un syndicat formel avec des adhésions et tout ça, mais chaque [vendeur ambulant] peut venir nous voir s'il a un problème. Nous sommes la voix des sans-voix. »

Un esprit de solidarité et d'auto-organisation qui s'inscrit depuis le début du XX^e siècle dans la tradition de ce quartier ouvrier décrit par l'historien anglais Chris Ealham : « Il était certain qu'une pauvreté inimaginable régnait dans le Raval mais, contrairement à ce que véhiculait la légende [qui présentait cette] zone comme une lie indisciplinée, un ordre social et culturel y régnait également : c'était l'ordre direct, combatif et résolu de la classe ouvrière. C'était cet ordre rival qui faisait naître la terreur dans le cœur des élites de la ville. [...] En raison de la surpopulation dans les logements, les rues du quartier fonctionnaient comme une extension du foyer, d'où des interactions humaines directes, intenses et fréquentes. De plus, en réponse aux problèmes matériels du quotidien, les ouvriers développèrent des pratiques de partage et de réciprocité. »³

Ciutat Meridiana

Adossé à la montagne, Ciutat Meridiana est le quartier le plus excentré au nord de Barcelone, le plus pauvre aussi. Dans les années 1950, on avait renoncé à y installer un cimetière, à cause du fort taux d'humidité. « Certainement, ce qui était mauvais pour les morts devait être bon pour les vivants », aime à ironiser Filiberto Bravo, dit Fili. Responsable de l'association des voisins et voisines du quartier, cet ancien ouvrier formé à l'anarcho-syndicalisme, habite le quartier depuis plus de quarante ans. Ce soir, au moins 70 personnes sont venues à l'as-

semblée. En majorité des femmes, d'origine sud-américaine, venues avec leur marmaille. La question du logement et des expulsions est au cœur des interventions. Un collectif de volontaires formés par la mairie propose de passer chez les gens pour vérifier si leur contrat d'électricité et de gaz n'est pas surfacturé. De quoi permettre de précieuses économies à des foyers très précaires. « La plupart des gens ici savent ce qu'ils vont manger demain, mais pas forcément le jour d'après », explique Fili. Les cas de malnutrition infantile sont nombreux.

« Certainement, ce qui était mauvais pour les morts devait être bon pour les vivants »

Un autre collectif offre une aide psychologique gratuite aux personnes qui doivent gérer le stress d'une expulsion. La veille, une femme d'âge mûr a réussi à éviter la sienne, elle remercie l'assemblée de son aide. Puis les membres du bureau de l'association invitent les habitants à s'investir plus, à ne pas rester simple consommateurs de services juridiques et sociaux. Enfin, on évoque les expulsions à venir dans le mois. Chaque concerné donne le jour, l'heure et l'adresse pour que les voisins puissent venir en nombre bloquer les huissiers. Toutes les semaines, ils interviennent quatre à cinq fois dans le quartier.

À la fin de l'assemblée, une femme gitane, les larmes aux yeux, vient timidement faire part de son cas à Fili. Elle doit être expulsée prochainement avec ses deux enfants en bas âge, son homme est en prison. « La majorité des gens qui se tournent vers nous ont déjà subi une expulsion auparavant. À 90 %, ce sont des mères célibataires », dit Fili. Dans le quartier, l'association a recensé

près de 250 logements squattés, il y en a sans doute une centaine de plus en réalité. Pourtant, « la plupart des familles ne veulent pas occuper, mais pouvoir avoir un loyer social équitable ». Au cours des huit dernières années, la mobilisation collective des voisins aurait sauvé le logement de 1 100 familles sur une population globale d'environ 10 000 habitants.

Lorsqu'on demande à Fili ce qu'il pense de l'action de la municipalité, il fait d'abord une moue dubitative en lissant sa barbichette en tire-bouchon. « Ada n'est venue que deux fois en cinq ans. Les gens de la mairie et leurs sociologues nous ont étudiés comme des bêtes curieuses, mais pas grand-chose n'a été fait. » Néanmoins, il reconnaît que les services sociaux de la mairie ont pu régler plusieurs problèmes en rachetant des appartements aux banques pour en faire des logements sociaux. Ils ont créé aussi un groupe de médiation pour contrôler la légalité d'une partie des expulsions et obtenu des banques la mise en place directe, dans certains cas, de loyers sociaux.

Malgré tout, en ne répondant pas suffisamment aux besoins les plus urgents, la municipalité a pris le risque de nourrir le ressentiment des populations les unes contre les autres. Et ainsi d'exacerber la xénophobie, exploitée par les partis de droite comme Ciudadanos, qui soutient la candidature de Manuel Valls à la mairie de Barcelone. Fili dit d'ailleurs avoir été contacté par l'équipe de l'ancien Premier ministre hexagonal, qui souhaitait faire campagne dans le quartier : « On lui a proposé de venir empêcher une expulsion avec nous. Et d'assister à une assemblée, à la condition qu'il ne prenne pas la parole. Il n'a pas donné suite... » En bon libertaire, Fili n'oublie pas de se tenir à bonne distance des jeux électoraux. Et de rappeler que le but de l'association est d'abord « l'autogestion de la vie quotidienne du quartier ». « Créer de la convivialité et du bien-être. Faire en sorte que nous soyons d'abord des voisins et pas des étrangers... »

PAR MATHIEU LÉONARD
PHOTOS GUILLAUME DARRIBAU

1/ Fátima Martín, « Blackstone : comment un fonds vautour américain s'est offert l'immobilier espagnol », sur le site de *L'autre quotidien*, 26 février 2018.

2/ AgBar (Aguas de Barcelona), filiale de la multinationale française Suez.

3/ Chris Ealham, *Barcelone contre ses habitants, 1835-1936*, CMDE éditions, 2014.

MISE EN PLACE DE L'AUTONOMIE DÉMOCRATIQUE AU NORD DE LA SYRIE

Les « *komun* » du Rojava entre deux feux

Théorisé par le leader kurde Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999, le projet politique de confédéralisme démocratique qui se met en place au nord de la Syrie a été nourri par l'influence du libertaire américain Murray Bookchin¹. À partir de juillet 2012, profitant de la déshérence du régime de Bachar al-Assad, une administration autonome y a été constituée par des cadres du Parti de l'union démocratique (PYD)², formation kurde syrienne. De 2013 à 2019, son contrôle territorial s'est étendu, incluant de plus en plus de populations arabes, mais aussi syriaques, arméniennes, turkmènes, yézidiés. Dans le même temps, les milices kurdes ont dû lutter contre l'État islamique, rejoignant la coalition internationale sous l'égide des États-Unis. Depuis que Donald Trump a annoncé le retrait des troupes américaines, la menace d'une intervention turque fragilise ce modèle démocratique inédit et risque de replonger la région dans les bras du régime syrien.

Reportage réalisé au printemps 2018.

FIN AVRIL 2018, à la frontière turque, voici Kobanê, première ville libérée du régime syrien en 2012. Daech a été chassé de la région en janvier 2015. Les murs de la pièce sont nus, la lumière crue d'une ampoule pendue au plafond éclaire les visages de l'assemblée du quartier, qui réunit ce jour-là les délégués de chaque *komun* (ou « commune ») du secteur. Femmes et hommes y sont en proportions à peu près égales. « Il y a 91 communes à Kobanê, explique Ayse Efendi, co-présidente du Tev-Dem (Mouvement pour une société démocratique) de

Kobanê, la structure de coalition qui regroupe et chapeaute au Rojava tous les partis politiques, groupes de la société civile, associations... Chacune des communes comprend de 100 à 150 familles. On y retrouve deux co-présidentes et six comités : services, santé, paix (justice), autodéfense, économie, organisation politique. Il y a des réunions hebdomadaires. Des comptes-rendus mensuels sont effectués à chaque réunion et transmis au Tev-Dem. »

Les membres des comités de la commune sont chargés de régler les demandes et les besoins de la population. Ou, quand ce n'est pas possible, de faire remonter l'affaire à l'échelon supérieur (quartier, ville, canton...). Ainsi par exemple, lors de cette assemblée de quartier qui rassemblait les co-présidentes de douze communes, a été discuté le soutien matériel à apporter aux familles réfugiées venues d'Afrin – ville kurde de l'ouest de la Syrie, passée sous contrôle de l'armée

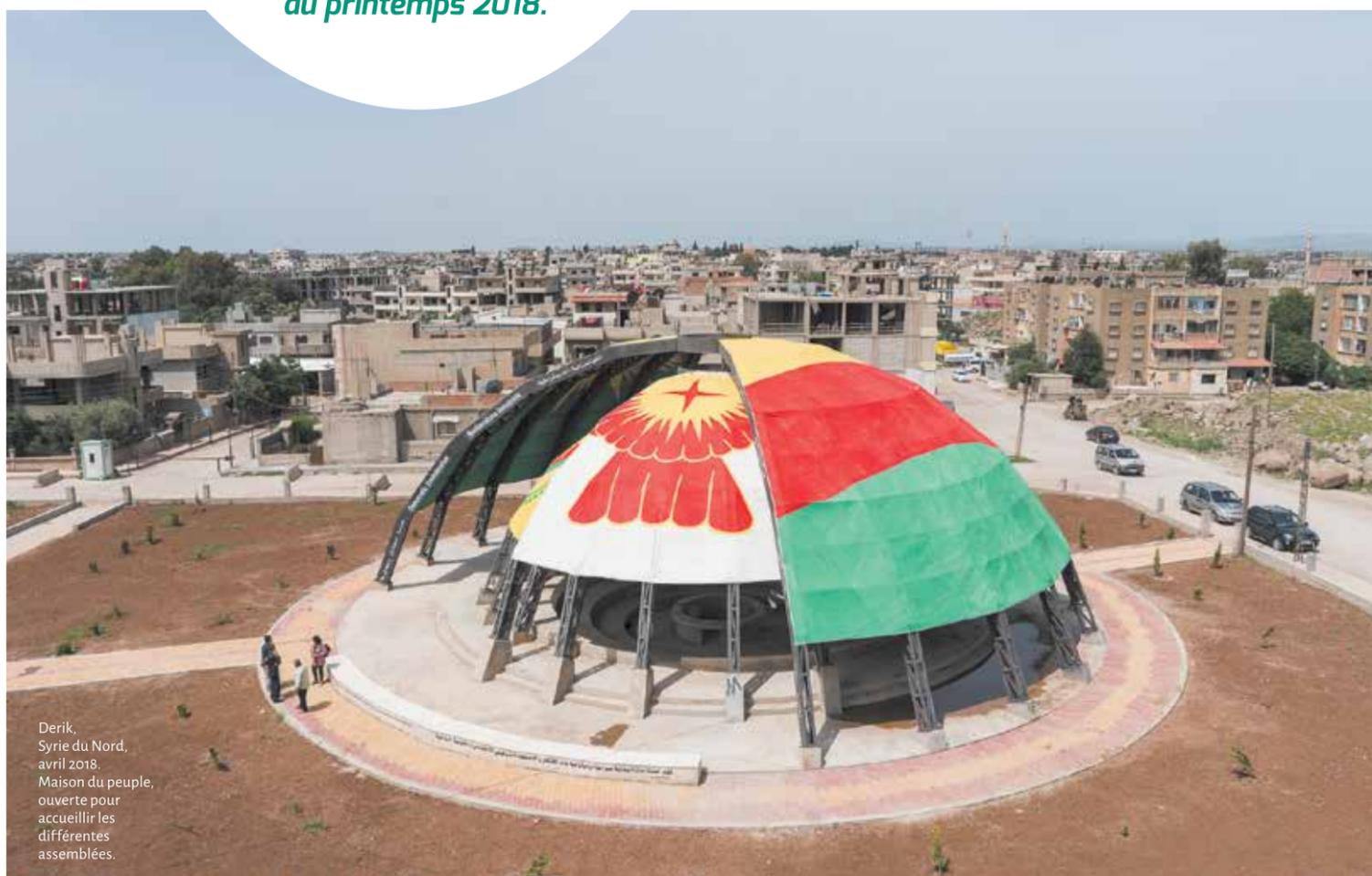
turque et de ses supplétifs en janvier 2018, ce qui occasionna le déplacement de 200 000 habitants du canton.

« C'est la première fois que les Kurdes s'organisent de cette manière, commente Ayse Efendi. Pourtant, cette auto-organisation a des racines historiques : avant, c'étaient des conseils de famille, de tribus. Les communes que nous construisons ne sont pas basées sur les liens tribaux ni sur ceux du sang. Tout le monde peut y participer, et cela permet de lutter contre le conservatisme. » Il est toutefois difficile de démêler les fils du maillage complexe du confédéralisme démocratique qui repose sur de multiples assemblées de base et se structure ensuite jusqu'à l'administration régionale : *Komun* (Commune) / *Meclîsa Taxa* (Assemblée de quartier) / *Meclîsa Bajarê* (Assemblée de ville) / *Meclîsa Kantonê* (Assemblée du canton) / *Meclîsa Suriya Demokratik* (Conseil démocratique syrien)³.

LE DÉFI DE L'INCLUSION

Quelques jours plus tard, nous voilà dans les locaux d'une assemblée de Manbij, ville la plus à l'ouest de la zone contrôlée par l'administration autonome depuis août 2016 par les Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition de milices kurdo-arabes. Assis dans un coin de la pièce, Hussein Muhammad fume cigarette sur cigarette en sirotant son café. La journée est calme pour ce co-président du comité de paix d'une assemblée de quartier. Membre influent d'une tribu arabe locale, il a intégré le projet politique de la Fédération démocratique de Syrie du nord (FDNS). Cette fédération, proclamée en mars 2016 mais non reconnue, ni nationalement ni internationalement, repose sur un « contrat social » : une constitution qui garantit les droits à la libre organisation de tous les groupes de la population, ethniques, religieux ou de genre.

L'inclusion est un défi à relever pour le conseil civil (municipalité) de Manbij, mosaïque ethnique et linguistique d'environ 100 000 habitants, composée de 70 % d'Arabes,



Derik, Syrie du Nord, avril 2018. Maison du peuple, ouverte pour accueillir les différentes assemblées.



Kobané, avril 2018.
Ayse Effendi, co-présidente
du TEV-Dem à Kobané

de 20% de Kurdes, de 5% de Turkmènes et de Circassiens, d'Arméniens et de Tchétchènes. L'arrivée des forces kurdes a soulevé quelques craintes parmi la population arabe de la ville, inquiète de tomber sous un nouveau joug après celui du régime et des djihadistes. Mais « quand les Kurdes ont commencé à mettre en place le système actuel, nous avons vu qu'ils ne faisaient pas de discriminations, déclare M. Muhammad. Ils nous ont inclus dans ce nouveau système, et donc nous l'acceptons. Les tribus ont une place importante ici, mais en même temps les gens acceptent la fraternité entre les peuples. C'était une stratégie des Assad de monter les différents groupes ethniques les uns contre les autres. Maintenant, c'est l'inverse. Nous devons surmonter nos anciennes divisions. »

LE VIEUX MONDE

La mise en place des structures démocratiques se heurte toutefois à des difficultés qui ralentissent sa mise en œuvre. La population, qui bataille au quotidien pour trouver de quoi se nourrir et se loger, peine à trouver le temps d'assister aux diverses assemblées. Les mentalités sont longues à changer, aussi. On ne passe pas en un clin d'œil de dizaines d'années sous un régime brutal et autoritaire, qui dissuadait la population de s'investir dans le champ politique, à un système où les habitant-es sont encouragés à s'auto-organiser localement. Le manque de formation peut aussi décourager à prendre des responsabilités. L'administration autonome ouvre des formations pour les adultes, mais cela est parfois perçu comme une volonté de mise au pas, tant l'idéologie ôcalaniste y est prégnante.

De plus, comme le régime s'appuyait fortement sur les dynamiques tribales, certaines tribus de la région de Manbij et de Raqqa réclament son retour dans l'espoir de retrouver les privilèges dont ils bénéficiaient. Enfin, celles et ceux qui travaillent concrètement à la mise en place du confédéralisme démocratique, notamment les femmes, sont l'objet de menaces des clans traditionnels, mais aussi de groupes à la solde de la Turquie.

TEXTES
ET PHOTOS LOEZ



1/ Lire aussi en page IV.

2/ Le PYD se réclame du confédéralisme démocratique. Une partie de ses cadres a été formée au sein du PKK d'Abdullah Öcalan (Parti des travailleurs du Kurdistan, principal acteur historique de la lutte armée contre la Turquie pour les droits des Kurdes).

3/ « Mon expérience avec les communes et les comités au Rojava », Philip Argeş O'Keeffe, août 2018, Kedistan.net.

La révolution par les femmes, UN COMBAT

AU ROJAVA, le conservatisme reste très fort. Malek est co-présidente d'une commune près de Manbij : « Je viens d'un village très conservateur, c'est une révolution pour moi d'être ici, mais c'est très dur. Mon mari me bat tous les jours et me frappe au visage parce que je participe à la révolution. Je veux que vous le sachiez. » L'administration autonome du nord de la Syrie travaille tout particulièrement en direction des femmes. « Les communes sont en train de se mettre en place, il y a besoin de femmes qui prennent les postes de co-présidentes. Il faut à la fois répondre aux besoins des femmes, mais aussi travailler sur l'organisation », explique Hevî, de l'assemblée des femmes de Manbij.

Les académies des femmes, gérées en non-mixité, se chargent de la formation politique mais aussi d'aspects très concrets : permis de conduire, autodéfense, apprentissage de la langue kurde, planning familial... Fatma, 17 ans, est co-présidente de la commune de son village. Elle travaille sur la question des violences sexistes. Quoique intimidée, elle témoigne : « Quand je suis venue à l'académie et que j'ai vu toutes ces femmes de différents horizons ensemble, j'ai été agréablement surprise. Mais ça reste très difficile de participer à ces classes. Moi j'avais un avantage, c'est que mon père connaissait le mouvement. En venant, j'ai ramené quatre autres femmes avec moi. Depuis, le village me considère comme une sorcière. Quand je suis devenue co-présidente de la commune, j'ai pensé à me suicider à cause de la pression sociale. J'ai même reçu des menaces de mort de la part des mercenaires qui travaillent avec l'armée turque. Mais je veux montrer aux filles de mon âge que c'est possible d'y arriver. »

Nadia a une cinquantaine d'années, elle est turkmène : « Quand il y avait Daech, la femme n'existait pas. Elle était écrasée, soumise, vue comme un outil de reproduction. Mais après l'arrivée de la démocratie, toutes les femmes ont montré leur existence. Ici nous sommes toutes pareilles. Il n'y a pas de Kurdes ou de Turkmènes, ou d'Arabes. Nous travaillons ensemble, débattons ensemble, nous faisons toutes face aux mêmes problèmes. Avant moi aussi j'étais à la maison, je m'occupais de mes enfants, de mon mari, je cuisinais. Avec l'arrivée de la démocratie ça a changé. Maintenant je sais que j'ai un objectif. »

PAR LOEZ

Au Chiapas, commander en obéissant

Morceau volé

Dans une étude universitaire¹, la chercheuse en sciences sociales Lucile Johnes a cherché à comparer les fonctionnements d'autonomie politique dans les zones rebelles du Chiapas zapatiste et au sein du mouvement kurde. Exemple du fonctionnement zapatiste.



DANS LES COMMUNAUTÉS ZAPATISTES, les autorités (autoridades) sont élues

en assemblée selon le traditionnel système des charges (cargos) répandu chez les Indiens du continent, revisité et adapté au projet zapatiste. C'est-à-dire que la fonction d'autorité (être désigné comme autorité) est conçue comme un service rendu à la communauté, ne donnant lieu à aucune rémunération ni avantage matériel spécifique. Les mandats accordés à ceux qui exercent des fonctions communautaires ou municipales le sont pour deux ou trois ans, et révocables à tout moment. Depuis la formation des Juntas de Buen Gobierno [Conseils de bon gouvernement] en 2003, qui siègent dans les caracoles [centre administratif] de chacune des cinq zones, chaque commune délègue selon les mêmes principes deux ou trois représentants au Conseil de sa zone. Les délégués au Conseil se relaient par courtes périodes de dix à quinze jours, afin de pouvoir revenir régulièrement dans leurs villages pour s'occuper de leurs familles et de leurs terres.

Aberration du point de vue de la rationalité administrative et de l'efficacité gestionnaire, ce système de rotation rapide vise à éviter la spécialisation en politique et l'émergence d'une classe politique spécialisée. Il a par ailleurs l'avantage de ses inconvénients [...] : obligés de s'informer et de débattre autour d'eux pour comprendre la nature des problèmes à résoudre et envisager des solutions, avec de nombreux va-et-vient et consultations des communautés, les autorités ont le temps de soupeser les avis et les propositions, et les décisions peuvent s'élaborer collectivement avec, dans la mesure du possible, l'assentiment de tous, et le cas échéant, une claire majorité. À noter que les options qui ne sont pas retenues sont moins considérées comme rejetées que mises en réserve, au cas où

celles qui ont été choisies s'avèreraient inadéquates.

Derrière l'idée du mandar obedeciendo [commander en obéissant] se déclinent six des sept principes zapatistes du "bon gouvernement", [qui dépassent] ce que les zapatistes reprochent à l'exercice du pouvoir dans les démocraties représentatives, et guident l'ambition de leur gouvernement autonome : obéir et non commander, servir et non se servir, représenter et non supplanter, proposer et non imposer, convaincre et non vaincre, descendre et non monter. Le septième principe est "construire et non détruire". [...]

Les dynamiques d'organisation collective du mouvement kurde et du mouvement zapatiste pour produire leurs propres systèmes de gouvernement et résoudre un certain nombre de questions sociales [...] s'incarnent localement dans de nombreuses initiatives. Le projet d'autonomie suppose le rejet des "services" prodigués par les institutions étatiques et leur remplacement par un fonctionnement alternatif. Cependant les conditions matérielles des populations destinataires de ces projets, les nécessités individuelles, ainsi que les aspirations sociales d'une partie des habitants des territoires que les mouvements kurde et zapatiste voudraient libérer du paradigme étatique et capitaliste entrent parfois en contradiction avec les professions de foi théoriques [...] des porte-paroles.

En matière économique, les idées de travail collectif et coopératif, de mutualisation, "communalisation" ou "socialisation" des ressources et de la production sont hautement valorisées comme alternatives à l'individualisme néolibéral prédateur ou à l'industrialisme de la modernité capitaliste. Aussi bien d'un côté que de l'autre, partage, fraternité et égalité dans le domaine des relations sociales, respect du vivant et "équilibre" ou "harmonie" dans le domaine des relations avec "la nature" ou le reste de l'écosystème sont les idéaux positifs communiqués au monde et proposés pour sortir des injustices et impasses des systèmes en vigueur dénoncés.

1/ « Dynamiques d'autonomie/ autogouvernement dans le mouvement kurde en Turquie et dans le mouvement indien au Mexique », École des hautes études en sciences sociales (EHESS) – septembre 2016.



MATRAQUES CRÉATIVES & AUTOROUTES BIO

Grenoble, LABORATOIRE DU MÉPRIS MUNICIPAL

Le 4 avril 2014, quand le jeune et fringant Éric Piolle a été intronisé maire de Grenoble, nombreux furent les camarades à se réjouir. Pensez donc : un maire écolo rassemblant la gauche « radicale » et des assos du coin, ça ne pouvait pas mal tourner. Après de pesantes années de pouvoir « socialiste », enfin une bouffée d'air frais. Mais les mois ont passé et la réalité s'est imposée : pas jojo. Entre répression tous azimuts et fermeture de bibliothèques, novlangue technophile et gouvernance autoritaire saupoudrée de joujous participatifs inoffensifs, le système Piolle ne fait que perpétuer l'existant.

Auteur de *Dérive dans une ville créative* (éditions CMDE, 2018), déambulation narrative dézinguant à tout-va les politiques urbanistiques des élus et décideurs grenoblois, Didier Moineau revient ici sur le municipalisme dévoyé de l'équipe Piolle. « Il est nécessaire de comprendre comment on vend la ville, quelle image de marque on lui accole, et quels VRP y correspondent assez pour en devenir maire », écrivait-il dans son ouvrage.

Entretien

Est-ce qu'il y a eu des changements concrets dans la pratique du pouvoir municipal avec l'élection de Piolle ?

« Oui, bien sûr : les matraques sont maintenant en sapin du Vercors, issues de forêts gérées durablement, et les gaz lacrymogènes sont garantis sans perturbateurs endocriniens. Plus sérieusement, et sans surprise, on ne peut pas dire qu'il y ait de grands changements dans la façon de faire, et le mépris pour la population semble toujours être le trait de caractère principal de celles et ceux qui veulent diriger cette ville. La seule différence notable est peut-être l'hypocrisie. De nombreux-ses habitants de la cuvette disent : « Qu'une équipe municipale nous prenne pour des quiches, on avait l'habitude, mais au moins qu'ils arrêtent de faire croire qu'ils nous écoutent ! » C'est justement le mensonge au sujet de la « démocratie participative » qui énerve le plus les gens. Précédemment, avec le Parti socialiste (sans parler de l'époque Carignon¹), il était à peu près clair pour tout le monde qu'une politique municipale pour une ville de la taille de Grenoble impliquait son lot de magouilles financières, de copinages avec le BTP, de politicieries d'appareil. Ce que Piolle a réussi à vendre, c'est une image de gendre idéal, bien dans l'air du temps, macroniste, qui n'a plus besoin du vieux fatras des partis, mais qui avance

avec des idées neuves. À Grenoble, elles étaient censées être vert fluo et rouge pâle, ces idées, mais sauf à considérer comme une preuve de démocratie la possibilité de proposer l'installation de chiottes sèches dans un parc... Tandis que les conseils municipaux se déroulent sous protection policière – ou plus exactement que les violences policières accompagnent régulièrement la tenue de rassemblements devant le conseil municipal –, on ne peut vraiment pas dire qu'un semblant de démocratie participative soit mis en place, si tant est qu'on juge cela souhaitable. Le meilleur exemple de cette situation est sûrement le mouvement contre la fermeture de bibliothèques municipales, et la répression qu'il a subie. »

Si la révolution « municipaliste » est uniquement affaire d'image de marque, à qui est-elle destinée ?

« Il existe à Grenoble une sorte de tradition du municipalisme depuis l'après-guerre, notamment avec les fameux « Groupes d'action municipale » lancés par le maire socialiste Dubedout dans les années 1960. Il faut effectivement associer cela à « l'image de marque » de Grenoble (ce qu'aujourd'hui on nomme le *branding*) : celle d'une ville « laboratoire », au propre comme au figuré. L'économie y repose en grande partie sur le lien recherche/industrie, et la blague de Coluche « ingénieur à Grenoble » – pour « ingénieur agronome » – reste

encore la meilleure description de l'endroit où je vis. Si l'on veut conquérir le pouvoir ici, c'est cette population qu'il faut se mettre dans la poche, ce qui est plus facile quand on en est soi-même issu. C'était le cas de Hubert Dubedout, puis Michel Destot² (ancien du Commissariat à l'énergie atomique, puis start-uppeur foireux) et enfin de Piolle. Ce dernier est tellement un cliché du Grenoblois que cela paraît presque incroyable. Visiblement, d'un point de vue électoral, cela a bien fonctionné, et le PS reste KO debout.

Il a été dépassé par l'archétype de la ville laboratoire, version 2014 : écolo et DRH dans les hautes technologies, à vélo vers les bureaux de la multinationale, avec un peu de montagne le week-end pour se maintenir en forme sans trop réfléchir. Des gars comme ça, il y en a des milliers par ici.

Maintenant, tout le jeu est de savoir à quel point l'équipe municipale se tire une balle dans le pied en agissant de manière impopulaire et méprisante. Autrement dit : dans quelle proportion l'électorat « gauchiste » de Piolle (élu avec une liste « Grenoble, une ville pour tous » regroupant EELV, le Parti de gauche, Les Alternatifs, la Gauche anticapitaliste, des assos et des figures militantes

locales) a-t-il vraiment concouru à son élection ? Les « déçu·es » de Piolle, qu'il fut un temps on aurait appelé « le peuple de gauche », semblent en tous cas quantité négligeable pour cette équipe, qui choisit ouvertement de leur chier dessus. En interne, celles et ceux qui émettent des critiques et osent mentionner le fait que les pratiques actuelles ne correspondent pas au programme de 2014 se font purement et simplement éjecter ou museler. Grenoble est redevenue

« laboratoire de la gauche », les médias s'y intéressent, donc des ordres arrivent au niveau national : je ne veux voir qu'une seule tête, personne ne bouge. Les stratèges piolistes auraient-ils une boule de cristal, ou des statistiques assez pointues qui montreraient que leur « base électorale » n'est pas constituée de quelques centaines de militant·es ? Les ingénieurs se soucient-ils qu'on ferme des bibliothèques de quartier en gazant et matraquant les opposant·es quand dans le même temps on leur sert la nouvelle « numothèque » ? Finis les livres, vive les fichiers à télécharger ! Dès les premières semaines de règne de Piolle, des petits malins avaient diffusé « Un tract pour tous », prédisant l'entourloupe à venir. Les militant·es écolos étaient furax. Celles et ceux de

gauche semblaient indifférentes. Les anars ricanaient cyniquement, comme d'habitude. Parmi tous ces gens, certain·es avaient voté Piolle. Maintenant les choses sont un peu plus claires depuis que la mairie ferme des services publics municipaux, pratique l'intimidation d'agent·es et la répression de syndicalistes, ne voit rien à redire à l'élargissement de l'autoroute qui longe la ville et nous arrose de particules fines, et nous

fait d'ailleurs gazer à chaque banderole déployée sur le parvis de l'hôtel de ville. Cette « Ville pour tous », on comprend un peu mieux pour qui elle est. »

Pourquoi réactiver l'outil situationniste de la dérive dans ce laboratoire de ville « créative » lissée jusqu'à la moelle ? Cela semble à première vue l'endroit le moins indiqué pour ça...

« En fait, l'idée de départ était plutôt de faire une simple promenade, à l'ancienne. La « dérive » s'est imposée au moment de choisir un titre, c'est-à-dire à la fin de la rédaction. Mais ce serait bien malhonnête de ma part de prétendre qu'il n'y a aucun lien avec nos amis les situationnistes, ni que les « dérives nocturnes » n'ont eu aucune influence sur ma façon de voir la ville (et la forêt aussi, d'ailleurs). Ensuite, cela peut paraître un peu idiot de se dire qu'on va aller de notre plein gré se balader dans des endroits chiantes comme la pluie, mais c'est une idée qui me plaît car ça permet déjà de voir la réalité telle qu'elle est – laide comme le parvis du centre de recherche Minatec. Surtout, avec un peu de chance on va tomber sur un bout de poésie là où on ne s'y attend pas. On va déboucher au milieu de nulle part complètement par hasard, et là on va trouver le banc qui permet enfin d'y voir clair. Par exemple, je ne pensais pas que des lapins pouvaient vivre dans un talus au bord du parking du Commissariat à l'énergie atomique. Ils peuvent. Mais pas longtemps. Le talus a été rasé pour la nouvelle ligne de tram. Enfin, il est vrai que cet « outil » est de plus en plus répandu, y compris dans les cercles institutionnels, chez les urbanistes – il existe maintenant des applis pour smartphone pour « dériver » dans une ville... Je me disais que c'était bien d'en donner aussi une version malpolie. D'autant plus quand l'endroit est poli. »

**PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉMILIEN BERNARD
ILLUSTRATION CLAIRE CORDEL**



¹ Alain Carignon, maire RPR de 1983 à 1995. Il finit emprisonné pour corruption.
² Maires (PS), respectivement de 1965 à 1983 et de 1995 à 2014.